

Recherches sociographiques



Yves BÉLANGER, *QUÉBEC inc. L'entreprise québécoise à la croisée des chemins*

Benoît-Mario Papillon

Volume 41, Number 2, 2000

Minorités

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057378ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057378ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Papillon, B.-M. (2000). Review of [Yves BÉLANGER, *QUÉBEC inc. L'entreprise québécoise à la croisée des chemins*]. *Recherches sociographiques*, 41(2), 384–386. <https://doi.org/10.7202/057378ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Yves BÉLANGER, *QUÉBEC inc. L'entreprise québécoise à la croisée des chemins*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1998, 201 p.

L'ouvrage présente un tableau historique d'entreprises et d'entrepreneurs ainsi que d'événements politiques reliés. Excepté un chapitre sur les années 1760-1899, l'accent est surtout mis sur la période de 1900 à nos jours. L'objectif avoué de l'auteur est « de retracer le cheminement de l'entreprise francophone et d'en situer la dynamique actuelle ». Il serait difficile de surestimer les difficultés d'un tel projet. L'histoire d'une entreprise ou une collection d'histoires d'entreprises peut s'appuyer sur les méthodes de la biographie et de l'analyse sectorielle. L'ouvrage ne se présente pas comme une telle collection. L'objet de l'étude est plutôt un ensemble mouvant dont tous les éléments ne peuvent pas être définis au départ. Il devient ainsi plus difficile de convenir des méthodes appropriées d'analyse.

La propriété privée des moyens de production a été et continue d'être la principale forme d'organisation de l'économie québécoise. Dans un tel contexte, un nombre élevé d'entreprises de tailles variées participent à l'activité économique. La composition de cet ensemble est définie par un flux continu d'entreprises nouvelles et d'autres qui disparaissent. Discourir, comme le fait l'auteur, sur l'entreprise québécoise en général au cours d'une période d'un siècle soulève la question de la représentativité des faits rapportés. Par ailleurs, au-delà des artefacts tangibles qui peuvent être associés à une entreprise particulière, l'entreprise est un réseau d'interactions sociales. Lui attacher une identité spatiale ou linguistique soulève la question des frontières d'un tel réseau.

Pour chaque période l'auteur fait référence aux entreprises marquantes et aux entrepreneurs reconnus comme francophones, par exemple : la maison Louis Renaud, L. Chaput et cie et la Banque Jacques Cartier pour la période 1760-1899, J.A.Vachon et fils, Charles Donohue et la Compagnie Amable Bélanger pour la période 1900-1938, Labrador Construction, Ciment Québec, Belmont corp., La Laurentienne et la Solidarité pour la période « des années Duplessis », et Cascades, Bombardier et Lavalin pour la période 1960-1975. En relation avec ces entreprises, l'auteur fera allusion aussi à quelques entrepreneurs. En outre, il distingue les grands secteurs : primaire, manufacturier (lourd *versus* léger) et services, particulièrement les institutions financières. Mais ces références autant aux entreprises qu'aux gens d'affaires consistent surtout en des énumérations. Par exemple, l'ensemble des observations sur Jean-Louis Lévesque, l'homme d'affaires le plus fréquemment cité, tient à quelques paragraphes au total.

Entreprises et entrepreneurs occupent une place secondaire dans l'ouvrage qui s'intéresse prioritairement aux mesures gouvernementales visant la promotion d'entreprises québécoises francophones, entre autres la création de la SGF et de la Caisse de dépôts et de placements du Québec, ainsi qu'aux idéologies qui ont engendré ces mesures. L'auteur tente de démontrer que Québec inc., défini comme « l'expression d'un projet collectif fondé sur une alliance particulière entre les pouvoirs économiques public et privé », est l'aboutissement récent de ce long cheminement idéologique et politique. Dans cette tentative de démonstration,

l'ouvrage s'inscrit largement dans ce qu'il conviendrait d'appeler la littérature de libération nationale.

Premièrement, il soutient l'existence de préjugés chez la minorité dominante : « il y avait au Canada deux groupes ethniques qui composaient la classe d'affaires, dont l'un à la fois plus faible et plus concentré géographiquement, le groupe francophone, était ouvertement dominé par l'autre » et « les banquiers anglais [qui] croyaient que les francophones étaient génétiquement incapables de gérer une entreprise » (p. 19). Deuxièmement, il considère nécessaire une intervention directe des porte-parole de la nation par l'entremise de l'appareil gouvernemental pour en assurer la prospérité « les grandes réussites collectives des Québécois sur le plan économique se sont accomplies grâce au soutien actif de l'appareil gouvernemental québécois » (p. 17) et cette affirmation est reprise à divers endroits dans l'ouvrage, par exemple « sans l'appui massif que lui a consenti l'État [...] il est improbable qu'une nouvelle génération d'entreprises aurait pu voir le jour » (p. 162).

L'ouvrage adopte les préoccupations d'homogénéisation de cette littérature : « l'indépendance du Québec, si elle se réalise, [...] . Il est également possible que la communauté d'affaires anglophone en place au Québec décide un jour de quitter la province [...]. Nous pourrions alors considérer à juste titre que l'entreprise québécoise est essentiellement sous la gouverne de francophones et utiliser indistinctement les termes " francophone " ou québécoise pour la nommer [...] » (p. 15). Enfin l'ouvrage adopte la terminologie de cette littérature, un peu à connotation militaire, comme indicateur de succès ou de danger imminent : « sans le soutien des banques, [...], très peu d'entreprises francophones seraient parvenues à résister aux pressions des milieux anglo-saxons » (p. 43), « la mesure de la force des entrepreneurs francophones » (p. 70), « le modèle Québec inc. prend corps et les entreprises francophones gagnent du terrain (p. 130) », « le discours néo-libéral [...] prend littéralement d'assaut le gouvernement » (p. 162).

Il s'ensuit que les limites de cette littérature sont aussi les limites de l'ouvrage. Plusieurs énoncés ne sont pas supportés par des faits ; outre l'affirmation sur les soi-disant préjugés d'un groupe, et dont le simple fait de les colporter pose un problème éthique majeur, en voici un autre exemple : « En tenant pour acquis que le secteur privé avait la maturité requise, nous avons laissé l'arrivisme, l'opportunisme et une certaine médiocrité prendre le contrôle de l'économie » (p. 178). Une autre limite importante est le malentendu que tend à entretenir cette littérature sur la nature de l'activité économique dans un contexte de spécialisation des tâches et d'échange.

Les fondateurs de Bombardier, de Cascades ainsi que la vaste majorité des fondateurs des milliers d'autres entreprises créées au Québec au cours du XX^e siècle n'avaient pas un drapeau cousu dans le dos. Ils ont tenté, comme leurs successeurs aujourd'hui, d'améliorer leur condition matérielle et celle de leurs proches en imaginant quelque chose ayant de la valeur pour leurs semblables, indistinctement de la langue de ces derniers.

Comme pour l'artiste, les préoccupations de l'entrepreneur sont universelles par nature bien qu'elles se traduisent à un niveau plus opérationnel de

l'environnement physique. Faire de l'œuvre de quelques-uns d'entre eux des portedrapeaux de la nation francophone québécoise relève de la récupération idéologique presque grossière. De plus, il serait difficile de soutenir que les résidents du Québec auraient été incapables de jouir des avantages que procure l'électricité sans l'appropriation par l'État de sa production. Quant aux gains en matière d'emplois et de revenus des investissements dans ce secteur aux fins d'exportation et plus généralement les gains aussi en matière d'emplois et de revenus des choix politiques ayant produit Québec inc., le débat reste ouvert. L'hypothèse selon laquelle une allocation moins dirigiste des ressources impliquées aurait généré des gains plus considérables, entre autres un taux de chômage plus faible, ne peut être rejetée *a priori*.

Si Québec inc. est, comme le soutient la littérature de libération nationale, un événement économique marquant de la dernière décennie, alors cette littérature a le fardeau de la preuve quant au bien-fondé de la chose car les indicateurs économiques comme le taux de chômage et le revenu des ménages démontrent que le Québec a moins bien réussi que la majorité des autres entités politiques de l'espace économique dans lequel il s'inscrit. L'ouvrage, qui est représentatif du discours idéologique à l'origine de Québec inc., ne fournit pas d'éléments constitutifs d'une telle preuve.

Benoît-Mario PAPILLON

*Département des sciences de gestion et d'économie,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

Louis ROUSSEAU et Frank W. REMIGGI (dirs), *Atlas historique des pratiques religieuses. Le Sud-Ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1998, 235 p.

Depuis 1983, un groupe dirigé par Louis Rousseau et Frank W. Remiggi a conduit une recherche historiographique sur le territoire que couvrait le diocèse de Montréal à son origine en 1836 et qui aujourd'hui correspond, à peu près, aux diocèses de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Longueuil, Valleyfield, Saint-Jérôme, Joliette et Montréal. Au milieu du dix-neuvième siècle, ce territoire récemment constitué en diocèse regroupe la moitié de la population du Québec et a été le principal lieu des Rébellions de 1837-1838. Ainsi qualifié, c'est est un terrain propice à la démarche de ce groupe de recherche qui désire vérifier l'hypothèse anthropologique d'une revitalisation culturelle du Québec sous la forme d'un réveil religieux rapide et intensif au cours d'une brève période de 1840 à 1870. Les années antérieures et postérieures de ce siècle sont considérées comme des périodes de préparation lointaine ou de « routinisation » de ce réveil. Rousseau et Remiggi désirent par leurs travaux éclairer la façon dont la société québécoise s'est constituée au XIX^e siècle en société religieuse. Ils rejoignent ainsi les préoccupations et les hypothèses soulevées